

M. LLOYD: Si vos efforts sont vains, vous voulez revenir.

M. HOLMES: S'il s'agit de remédier à certaines lacunes, il se peut qu'il y ait d'autres personnes de qui vous devriez demander conseil. Si vous nous demandez conseil sur ce point, je crois que nous voudrions revenir; c'est-à-dire que nous ne voudrions pas faire des recommandations en ce sens aujourd'hui.

M. CHATTERTON: S'il était tout à fait évident, comme ce l'est maintenant, que le Gouvernement entend procéder à l'adoption de ce bill tel quel, sans changements substantiels, votre groupe serait alors prêt à mettre de l'avant certains amendements?

M. HOLMES: Je suis certain que tout ce que nous aurions à suggérer impliquerait des changements substantiels.

M. CHATTERTON: Est-ce qu'une extension de la période de transition constituerait une amélioration au régime? Est-ce qu'elle aplanirait ou ferait disparaître certaines des inégalités?

M. HOLMES: Je crois qu'on a répondu à votre question hier soir lorsqu'on a traité du sujet des bonis qui, comme le Comité peut le constater, est un des sujets qui nous préoccupe le plus; en pratique, la période de transition et le phénomène de l'indice sont des facteurs importants à cet égard. Je crois que c'est là probablement tout ce que je devrais dire; mais cela vous a été dit hier soir.

M. CHATTERTON: Pour en revenir au noyau des 25 ou 30 pour cent de ceux qui ne recevront pas de prestations et qui sont en même temps ceux qui en ont le plus besoin, jusqu'à quel point les compagnies d'assurance privées font-elles affaires avec ce groupe? Est-ce qu'il est possible à l'industrie privée de venir en aide à ce groupe?

M. HOLMES: Je crois que M. Kilgour a déjà répondu à cette question. Leur problème fondamental est leur manque d'argent. Nous sommes des organismes commerciaux et il nous faut obtenir le prix de ce que nous fournissons. Je ne crois pas que nous puissions venir en aide à ces gens. J'espère que le Comité comprendra que malgré toute notre sympathie pour les pauvres il y a des choses qui peuvent et doivent être accomplies par le Canada, si la communauté est assez prospère pour le faire, et non pas par des entreprises commerciales comme la nôtre. Cependant, nous croyons que c'est une erreur pour le Canada de se prendre pour une grande compagnie d'assurance.

M. CHATTERTON: En d'autres mots, le noyau de gens qui ne profiteraient pas du régime de pensions du Canada doivent compter exclusivement sur la communauté pour obtenir de l'aide?

M. HOLMES: C'est notre avis.

M. CHATTERTON: Et ils compteront sur nous sous peu pour leur venir en aide.

M. HOLMES: C'est aussi notre avis.

M. CHATTERTON: Quelques-uns d'entre eux comptent déjà sur nous aujourd'hui.

L'hon. M. McCUTCHEON: C'est un fait.

Le PRÉSIDENT (M. Cameron): Ceci complète la liste des personnes qui avaient exprimé le désir de poser des questions au premier tour. Nous allons maintenant passer au deuxième tour. M. Munro est le premier sur la liste; j'ai ensuite les noms de M. Francis, M. Knowles, M. Cashin, M. Lloyd, M. Aiken, M. Basford, M. Gray, le sénateur McCutcheon et le sénateur Croll.

M. KNOWLES: Ne devrions-nous pas nous entendre sur une limite de temps?

Le PRÉSIDENT (M. Cameron): Je crois que nous devrions demander aux membres de s'en tenir à une ou deux questions et de les formuler d'une façon aussi précise que possible de sorte que nous puissions obtenir des réponses précises.